Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Paris – Mobilisation contre la dérèglementation des OGM

Par Christophe NOISETTE

Publié le 14/12/2023, modifié le 18/03/2026

Mercredi 13 décembre 2023, à l'appel de la Confédération paysanne, une soixantaine de militants se sont retrouvés à Paris pour dénoncer la tentative en cours de déréglementation des OGM.

Nouvelle action des militants français contre le projet de la Commission européenne qui vise à déréglementer l'ensemble des OGM : une soixantaine de membres de la Confédération paysanne, des Faucheurs volontaires, de Greenpeace, de la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (FNAB), d'Agir pour environnement, de la Coordination européenne de la Via Campesina

(représentée par une délégation du syndicat belge Boerenforum) ont occupé pendant quelques heures les locaux d'Europa Expérience. Ce lieu se veut une vitrine des institutions européennes, un « *vaste espace ludique et pédagogique* » [1] .

Comme le précise la Confédération paysanne dans son communiqué de presse, « *Europa Expérience est un lieu d'information et d'expression à destination des citoyen·nes : nous sommes donc venus y exercer notre droit d'expression paysanne et citoyenne alors que la Commission, le Conseil et le Parlement européens s'apprêtent à imposer les OGM en Europe* » [2]. Plusieurs prises de paroles ont permis de mettre en exergue les points saillants de la tentative de réforme du droit européen pour dérèglementer les OGM. Ainsi, Laurence Marandola, de la Confédération paysanne, a souligné que le projet de la Commission européenne permettra d'accélérer le brevetabilité et l'appropriation des semences et, plus largement, du vivant. Daniel Evain, de la FNAB, a démontré en quoi ce projet est une menace importante pour l'agriculture biologique. Annick Bossu, faucheuse volontaire, a présenté l'ensemble des mensonges scientifiques qui « *justifient* », selon la Commission européenne, ce projet [3]. Enfin, Ariane Malleret, de Greenpeace, est revenue sur l'absence de traçabilité et d'étiquetage des OGM et les conséquences négatives que cela impliquerait pour les consommateurs.

Après négociations, sous le regard de la Police, les militants ont obtenu un rendez-vous avec deux fonctionnaires, Robert Soltyk, de la Commission européenne, et Laila Wold, du Parlement européen. Une délégation a pu leur exposer les griefs et les revendications de la société civile. Les fonctionnaires ont écouté, mais ont surtout promis un rendez-vous, le 18 décembre prochain, avec la Direction Générale Agriculture de la Commission européenne. A ce rendez-vous, les organisations françaises demanderont la réalisation d'une étude juridique sur les impacts des amendements, adoptés par la commission « *Agriculture* » du Parlement européen, en ce qui concerne le brevetage et exigeront l'arrêt des débats parlementaires sur ce projet tant qu'une étude d'impact sur les brevets (actuellement envisagée pour le 31 décembre 2025) n'aura pas été publiée.

La Confédération paysanne se félicite que « *la mobilisation paysanne et citoyenne, en France et en Europe, marque des points* ». Et rappelle que, quelques jours au préalable, le lundi 11 décembre, « *les ministres de l'agriculture de l'Union européenne ne sont pas parvenus à un accord sur l'orientation générale de la proposition de nouvelle réglementation des OGM* ».

[1] Paul Ripert, « Europa Expérience, pour (vraiment) comprendre l'Union européenne », *Toute l'Europe*, 21 juillet 2023.

[2] Confédération paysanne, « Déréglementation des OGM : l'Union européenne doit stopper le processus », 13 décembre 2023.

[3] Annick Bossu est par ailleurs Présidente d'Inf'OGM. Inf'OGM n'appelait pas à la mobilisation et la prise de parole d'Annick Bossu n'était pas au nom d'Inf'OGM.

Adresse de cet article : https://infogm.org/paris-mobilisation-contre-la-dereglementation-des-ogm/